

## Les politiciens ne paieront pas nos loyers

Le cirque électoral qui se joue cet automne en Suisse se déroule comme toujours dans un décor qui tente de se vouloir rassurant, dans lequel tout citoyen, par initiative ou referendum, peut influencer les lois et faire confiance à ses représentants pour qu'ils renflouent son porte-monnaie. Or l'écroulement du reste du monde dévoile les coulisses : ce pays, dont la santé économique et les décisions politiques sont corrélées à ceux des autres États, subit comme eux la profonde crise que traverse le capitalisme depuis le choc pétrolier de 1973.

La Suisse, malgré les clichés qu'elle véhicule, n'est pas uniquement composée d'entrepreneurs qui possèdent une Rolex et passent leur week-end dans les hôtels de Zermatt. Nous le savons, car nous sommes une majorité à nous lever tous les matins pour travailler. Nous ne le ferions pas gratuitement, car **nous avons besoin du salaire que nous lâche notre patron en échange de notre sueur, pour pouvoir vivre, voire survivre.**

\*\*\*

Mais la satisfaction de ces besoins se fait difficile, face à une inflation insuffisamment compensée par une ridicule hausse des salaires. En quelques mois, les annonces anxiogènes d'augmentation du coût de la vie nous ont été délivrées avec une arrogance toujours plus assumée par les dirigeants et les entreprises actives dans le secteur énergétique. Le champagne, pour ceux qui peuvent se le payer, aura un goût amer le 1<sup>er</sup> janvier 2024. À partir de cette date, les augmentations moyennes promises seront effectives, avec une nouvelle hausse du prix de l'électricité (+18% après les +27% de 2023) et un bond des primes maladies (+18%). Du côté des loyers, ils atteignent des sommets inédits et une élévation fulgurante est prévue d'ici 2026 (+15%). À cela s'ajoutent, depuis 2020, la montée des coûts des transports (+13%) et de l'alimentation (+7.5%). Tout en pointant la guerre ou les conditions climatiques comme principales causes de cette inflation, le pouvoir nous incite vivement à faire des économies, à réduire la consommation d'énergie. Cette injonction n'est en revanche pas dirigée envers ceux qui possèdent les moyens de production, ces derniers pouvant continuer à produire à outrance des marchandises que nous devons acheter par nécessité ou pour accéder à quelques plaisirs, rendant ce monde absurde un peu plus supportable. Ainsi, **il nous est empêché de nous poser les bonnes questions et d'identifier clairement l'origine du mal : le capitalisme, avec sa société de classe destinée à permettre aux uns d'engranger du profit sur le dos des autres, spéculant sur les prix, déclenchant les guerres, la pauvreté, la destruction de l'environnement.**

\*\*\*

Alors que la Confédération Helvétique peut bénéficier de quelques couches de protections pour retarder ou amoindrir les effets de la crise, le prolétariat de France a montré l'exemple à maintes reprises : lorsque tout nous a été ôté, lorsque l'angoisse de ne pas pouvoir boucler les fins de mois nous envahit, lorsque nous regardons nos enfants se diriger vers un futur encore plus cauchemardesque que le présent, la nécessité de lutter prend le dessus sur la résignation et nous levons le poing.

Nous prenons alors conscience qu'**aucun parti, qu'il soit de gauche ou de droite, ne modifiera cette route infernale qui n'a que l'exploitation capitaliste comme horizon.** Les élections, avec lesquelles nous choisissons qui fait les lois et qui nous dirige, sont une insulte à notre intelligence.

Ce n'est qu'à travers le combat pour l'autonomie, sans patrons, sans gouvernements, sans frontières, sans course au profit, que nous viendrons à bout des menaces qui pèsent sur nos lendemains.

Les grèves et les blocages suivront bientôt également en Suisse. Les manifestations contre l'inflation ont déjà lieu et les pratiques de survie tels que vols à l'étalage ou refus de payer les factures sont en augmentation, prenant pour modèle les prolons des autres contrées.

\*\*\*

**La paix sociale, qui règne outrageusement en Suisse depuis un siècle, ne pourra pas durer éternellement.** En 1918, l'armée nous a remis à notre place, en nous tirant dessus lors d'une grève générale mémorable. Il est fort probable qu'un tel schéma de barbarie se répète si nous montrons à nouveau les crocs. Ce risque doit raviver notre rage et notre désir d'en découdre une fois pour toutes avec un système qui est voué à se fracasser contre un mur en nous emportant dans l'impact.

***Aujourd'hui plus que jamais : solidarité sans faille, au-delà de toutes les frontières, entre travailleurs, chômeurs et étudiants !  
À bas la société de classes !***

Contactez-nous :  
[contact.garap@protonmail.com](mailto:contact.garap@protonmail.com)  
<https://garap.org>

